L'Illusion de la Souveraineté : Ce que le Colonel MacGregor Révèle sur le Déclin de la République Occidentale

Par Frank , 2 juin 2026

L'Illusion de la Souveraineté : Ce que le Colonel MacGregor Révèle sur le Déclin de la République Occidentale



Par Frank Dumon

"*Qui gouverne ce pays, et au profit de qui ?*" Avec cette question fondamentale et inconfortable, le colonel Douglas MacGregor touche au cœur d'un malaise croissant dans un appel récent et passionné qui ne touche pas seulement les États-Unis, mais doit résonner comme un signal d'alarme urgent pour le monde occidental tout entier. Son message est plus qu'une plainte politique intérieure sur la hausse des prix ou les politiques impopulaires. C'est une analyse profonde et acerbe de la manière dont les mécanismes des républiques occidentales sont vidés de l'intérieur par des loyalismes fragmentés, des structures de pouvoir non élues et une politique étrangère complètement détachée de l'intérêt national. Pour le citoyen attentif en Europe, et certainement dans un petit pays

historiquement complexe comme la Belgique, ce n'est pas simplement une nouvelle américaine. C'est un miroir. C'est le canari dans la mine de charbon pour un système qui a résilié son propre contrat fondamental avec le citoyen.

Le Bilan Économique et Géopolitique d'une Guerre "Nécessaire"

MacGregor ouvre son argumentation par une réalité qui ne peut être niée et qui est palpable à chaque table de cuisine occidentale : les coûts économiques et humains directs d'une politique étrangère imposée par une petite élite. Il pointe les conséquences catastrophiques des escalades militaires non déclarées, comme la zone de conflit qu'il décrit dans le golfe Persique. Les chaînes d'approvisionnement mondiales en carburant, engrais et aliments pour animaux à travers le détroit d'Ormuz ont été perturbées de plus de 90%.

Ce n'est pas un chiffre statistique abstrait pour les analystes ; c'est une menace existentielle pour le monde civilisé. La logique est implacable : lorsque les engrais ne sont pas transportés, les récoltes échouent. Lorsque le carburant ne circule pas, les réseaux de transport s'arrêtent. Les médicaments critiques n'atteignent pas leur destination et la nourriture disparaît des étagères. Les augmentations de prix qui arriveront dans les mois à venir dans les supermarchés et aux stations-service ne s'annoncent pas poliment. Elles frapperont silencieusement et impitoyablement les budgets des ménages déjà sous pression.

Le même réseau de décideurs, de lobbyistes et de personnalités des médias qui ont entraîné la population dans ces guerres apparaîtront bientôt à la télévision pour expliquer pourquoi ces sacrifices étaient "nécessaires" et "inévitables" pour la défense de nos valeurs. MacGregor perce décidément cette rhétorique. Il souligne que ces guerres n'ont pas été choisies par le peuple et n'ont pas été autorisées par les institutions démocratiques (comme le Congrès). C'était le choix exclusif d'un pouvoir exécutif qui, avec ses conseillers non élus, a consciemment ignoré les alternatives stratégiques de diplomatie, de levier économique et de dissuasion. Au lieu de cela, ils ont choisi une voie destructrice qui met le feu à l'approvisionnement énergétique mondial, purement pour servir des objectifs impériaux ou idéologiques qui sapent le fondement de leur propre nation.

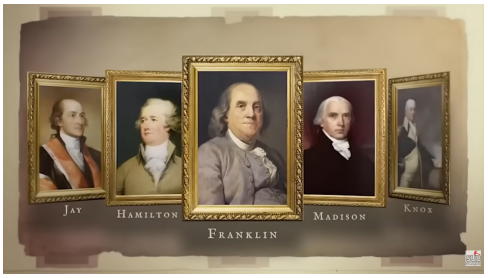
La Question Fondamentale de la Loyauté Indivisible

La partie la plus pénétrante et politiquement inconfortable de l'analyse de MacGregor concerne la composition de l'appareil gouvernemental lui-même. Il pose une question simple que chaque politicien élu évite : pourquoi les personnes ayant une double nationalité ou des conflits d'intérêts clairs avec des puissances étrangères sont-elles autorisées à occuper des postes gouvernementaux de haut niveau ?

> "La personne qui gouverne doit avoir une loyauté indivisible envers le peuple qu'il ou elle gouverne. Pas à moitié loyal, pas conditionnellement loyal, mais indivisible."

Il souligne qu'il ne s'agit pas d'une idée radicale ou marginale d'un seul pays. Au moins 75 pays dans le monde – une estimation conservatrice – interdisent aux binationaux d'occuper des postes clés élus ou nommés au gouvernement. Cette liste n'inclut pas des États voyous, mais un large éventail de formes de gouvernement démocratiques et de cultures : le Japon, l'Inde, le Mexique, la Corée du Sud, la Norvège, Singapour, l'Autriche, les Pays-Bas et la République d'Irlande. Ce sont certains des alliés les plus fidèles et les plus anciens de l'Occident. Chacune de ces nations est, à travers sa propre histoire et ses expériences difficiles, arrivée à la même conclusion fondamentale : la sécurité nationale exige une citoyenneté indivisible pour ceux qui exercent le pouvoir.

MacGregor attire l'attention sur un pays dont l'inclusion dans cette liste est non seulement importante, mais décisive : **Israël**. En vertu de sa propre Loi fondamentale, le cadre juridique fondamental de l'État israélien, chaque membre élu à la Knesset (le parlement israélien) doit renoncer à sa citoyenneté étrangère avant d'assumer ses fonctions. Une personne ayant une double nationalité ne peut pas y occuper de fonction fédérale.



L'ironie est poignante et appelle à une réflexion critique. Alors que des organisations comme l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC) et leurs riches partisans dépensent des centaines de millions de dollars pour influencer ou contrôler les objectifs de politique étrangère des États-Unis, l'État d'Israël maintient ses propres administrateurs à une norme stricte de loyauté nationale indivisible. Laissez cela faire son chemin. La norme pour laquelle MacGregor plaide, et qui a été défendue par Washington, Jefferson et Madison, n'est pas seulement la norme américaine. C'est la norme allemande, japonaise, indienne, norvégienne, et surtout : c'est la propre norme d'Israël.

> Soyons donc clairs : ce principe n'est pas dirigé contre une religion, une culture ou un autre pays spécifique. Il s'agit d'un principe républicain qui a été indépendamment validé par des dizaines de nations, y compris la nation la plus centrale dans ce débat. Si vous portez la confiance publique du peuple, votre loyauté appartient entièrement, sans réserve, sans division et sans exception, à ce peuple.

L'Architecture de la Prise de Contrôle : Chantage et "Système d'Exploitation"

Pourquoi ce système prévaut-il ? Pourquoi voyons-nous les mêmes noms apparaître encore et encore dans des scandales, sans aucune responsabilité, sans conséquences et sans honte ? MacGregor pointe les soi-disant "dossiers Epstein". Ce que ces dossiers représentent va bien au-delà d'un scandale sexuel, aussi répréhensible soit-il. Ils forment la métaphore, et peut-être le plan littéral, du "système d'exploitation" du pouvoir politique détérioré dans les capitales occidentales.



C'est un pouvoir otage d'intérêts complètement détachés de l'intérêt national. Un pouvoir qui est corrompu, contrôlé par l'étranger, ou les deux. Les dossiers révèlent comment l'influence est achetée, comment le chantage fonctionne comme levier, et comment les personnes les plus puissantes du pays conservent leurs positions. Non pas par le mérite, non pas par le service public, et non pas par le consentement des gouvernés. Mais par le compromis. Par les secrets. Par la compréhension silencieuse et non dite entre certaines élites que tout le monde dans la salle a quelque chose à perdre, et donc tout le monde reste dans le rang.

C'est le mécanisme par lequel les guerres sont commencées sans le consentement du peuple. C'est ainsi que les lobbyistes étrangers façonnent en fin de compte à la fois la politique étrangère et intérieure d'un État souverain. L'architecture constitutionnelle de la république est ainsi démantelée de l'intérieur, non pas par un coup d'État avec des chars, mais par une prise de contrôle tranquille, juridique et financière. George Washington avait déjà averti de cela avec une spécificité à couper le souffle dans son discours d'adieu, lorsqu'il a alerté la nation sur le danger corrupteur des influences étrangères pénétrant dans la machinerie de l'autogouvernement. Thomas Jefferson et James Madison ont codifié cette intuition dans la logique structurelle de leur constitution. Ils l'ont vu venir. Nous avons ignoré leur logique.

Un Avertissement à la Conscience Européenne et Belge



Pour le lecteur belge et européen, le message de MacGregor est vital. Si les États-Unis, la pierre angulaire traditionnelle de l'architecture de sécurité occidentale, sont gouvernés par des loyalismes fragmentés et des élites non responsables, quelles implications cela a-t-il pour l'Europe ? L'histoire nous enseigne qu'un empire en déclin entraîne souvent ses régions périphériques dans sa chute. Nous voyons en Europe comment la souveraineté nationale est systématiquement transférée à des institutions supranationales qui ne sont pas non plus

responsables devant les citoyens.

Nous suivons aveuglément une politique étrangère qui nuit à nos propres intérêts économiques et nous embourbe dans des conflits qui n'auraient jamais dû être nos propres guerres. Le malaise instinctif que ressentent les citoyens – avant que la facture d'énergie n'arrive, avant que les étagères ne se vident, avant que l'État-providence ne s'effondre sous son propre poids – est entièrement justifié. Quelque chose de fondamental est brisé dans la relation entre les gouvernements occidentaux et les citoyens qu'ils sont censés servir.

L'Exigence de Restauration et le Pouvoir de la Vérité

MacGregor conclut par une exigence inconditionnelle : le peuple américain, et par extension tout peuple libre, doit exiger la pleine vérité. Chaque nom, chaque journal de vol, chaque transaction financière, chaque communication doit être entièrement publié au public, sans dilution et sans délai. Chaque individu impliqué, indépendamment du parti, du titre, de la richesse ou des connexions politiques, doit supporter le plein poids implacable de l'État de droit. Pas d'exceptions, pas de négociations, pas de retraites tranquilles avec sécurité complète.

Notre pays est notre maison. Il est temps de le nettoyer complètement, définitivement et sans excuse. La voie à suivre nécessite une nouvelle conscience politique qui n'obéit pas aux lobbyistes étrangers, aux entrepreneurs de défense, aux banquiers, à une machine politique corrompue, et à aucun moyen de chantage. Seulement au peuple.

Ce qu'ils ne peuvent pas nous enlever, c'est ce qu'aucun lobby, aucun dossier de chantage et aucune élection achetée ne peut jamais éteindre : des citoyens qui savent qui ils sont, qui comprennent leur histoire, leur identité et leur but. Des citoyens qui savent ce que cette république devrait être, et qui refusent absolument et définitivement de rester silencieux. Washington nous a avertis, Jefferson nous a instruits, et Madison l'a prévu.

La question n'est pas de savoir si le système peut être restauré, mais si nous avons le courage de faire face à la vérité et de payer le prix de notre propre souveraineté.

https://youtu.be/GjgYdurDEmA